



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-83301>

Département(s) de publication : 75

Annonce n° 24-83301

Travaux

---

### Section 1 - Identification de l'acheteur

**Nom complet de l'acheteur :** OPPIC

**Type de Numéro national d'identification :** SIRET

**N° National d'identification :** 18009208200023

**Ville :** Paris

**Code postal :** 75013

**Groupement de commandes :** Non

**Département(s) de publication :** 75

### Section 2 - Communication

**Lien vers le profil d'acheteur :** <https://www.marches-publics.gouv.fr>

**Intégralité des documents sur le profil d'acheteur :** Oui

**Utilisation de moyens de communication non communément disponibles :** Non

**Nom du contact :** Département des marchés et des Affaires Juridiques de l'OPPIC

**Adresse mail du contact :** Departement.marches@oppic.fr

### Section 3 - Procédure

**Type de procédure :** Procédure adaptée ouverte

**Conditions de participation :**

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** - Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ; - Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ; S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre (documents à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public). Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue

française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Par ailleurs, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un DUME (document unique de marché européen) électronique, établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type (,en lieu et place des documents mentionnés au 3.2.1). Le DUME électronique peut être rempli sur le lien suivant : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/> Le DUME doit être rédigé en français.

- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve** : - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ; - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve** : - Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ; - Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat. Les documents suivants sont à fournir par le candidat ou tout moyen de preuve équivalent : Lot n°1 : - Certificat Qualibat : 2194 ou équivalent - Bureau d'études Structure : références équivalentes en nature et importance de travaux Lot n°2 : - Certificat Qualibat : 1213 ou équivalent - Certificat Qualibat : 1312 ou équivalent - Certificat Qualibat : 1342 ou équivalent Lot n°3 : - Certificat Qualibat : 1253 ou équivalent - Certificat Qualibat : 1291 ou 1292 ou équivalent - Certificat Qualibat : 2111 ou équivalent - Bureau d'Etude Structure : références équivalentes en nature et importance de travaux - Bureau d'Etude Géotechnique : références équivalentes en nature et importance de travaux

**Technique d'achat** : Sans objet

**Date et heure limite de réception des plis** : 30/08/2024 à 12:00

**Présentation des offres par catalogue électronique** : Interdite

**Réduction du nombre de candidats** : Non

**Possibilité d'attribution sans négociation** : Oui

**L'acheteur exige la présentations de variantes** : Non

## Section 4 - Identification du marché

**Intitulé du marché** : Marché de travaux - Renforcement et restructuration d'un mur de soutènement sur le site de la manufacture des Gobelins

**Code CPV principal - Descripteur principal** : 45262620

**Type de marché** : Travaux

**Description succincte du marché** : L'objet du présent marché de travaux porte sur la restauration et du renforcement structurel du mur de soutènement situé dans la parcelle aux lapins de la manufacture des Gobelins dans le XIIIe arrondissement de Paris et mitoyen à une crèche. Les travaux comportent 3 lots : - Lot n°1 : Maçonnerie - Pierre de taille - Plâtrerie - Lot n°2 : Terrassement - Voiries et Réseaux Divers (VRD) - Lot n°3 : Forage - Tirants - Ancrages

**Lieu principal d'exécution du marché** : 1 rue Berbier du Mets, 75013 Paris

**La consultation comporte des tranches** : Non

**La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché** : Non

**Marché alloti** : Oui

## Section 5 - Lots

- **Description du lot** : Maçonnerie - Pierre de taille - Plâtrerie  
**Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal** : 45262512  
**Lieu d'exécution du lot** : 1 rue Berbier du Mets, 75013 Paris
- **Description du lot** : Terrassement - Voiries et Réseaux Divers (VRD)  
**Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal** : 45112500  
**Lieu d'exécution du lot** : 1 rue Berbier du Mets, 75013 Paris
- **Description du lot** : Forage - Tirants - Ancrages  
**Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal** : 45262620  
**Lieu d'exécution du lot** : 1 rue Berbier du Mets, 75013 Paris

## Section 6 - Informations Complémentaires

**Visite obligatoire** : Oui

**Détail sur la visite (si oui)** : La visite des lieux est obligatoire sous peine de rejet de l'offre pour irrégularité. Une première visite est prévue fin Juillet. La date ainsi que les modalités de visite sont mentionnées dans le RC.

**Autres informations complémentaires** : Les critères d'attribution sont indiqués à l'article 4 du Règlement de la consultation. Les offres devront être dématérialisées et remises dans les conditions indiquées à l'article 5 du Règlement de la consultation. Les variantes sont interdites. Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestation similaires aux prestations décrites au présent marché, dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique. Voies et délais de recours : - Référé précontractuel : avant la conclusion du marché (articles L5511 à 12 et R5511 à 6 du code de justice administrative) ? - Référé contractuel : à défaut de publication d'un avis d'intention de conclure, action à exercer dans un délai de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du marché (articles L55113 à 23 et R5517 à 10 du code de justice administrative) ? - Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (articles R4211 et R4213 du Code de justice administrative) ? - Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 15/07/2024